

L'anniversaire d'aujourd'hui sera souligné par les Canadiens pro-vie d'un bout à l'autre du pays. Beaucoup manifesteront en silence devant les hôpitaux qui pratiquent des avortements tandis que d'autres se réuniront dans leur lieu de culte et prieront pour que prenne fin une telle destruction de vies humaines.

Alliance for Life, Campaign for Life et Coalition for Life ont déclaré cette semaine la Semaine nationale pour la vie afin de tenter de rappeler aux Canadiens que la vie humaine est précieuse et que l'avortement, l'infanticide et l'euthanasie ne devraient pas être tolérés dans notre société. Je les félicite d'avoir pris l'initiative de porter ces questions à notre attention.

* * *

LA CONSOMMATION

L'IRRADIATION DES ALIMENTS—L'APPROCHE PRUDENTE RECOMMANDÉE PAR LE COMITÉ

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, aujourd'hui, le comité permanent de la consommation et des corporations a déposé à la Chambre des communes son rapport sur l'irradiation des aliments. On y recommande que le Canada fasse preuve d'une prudence extrême à propos de ce procédé qui nécessite d'exposer les aliments à des rayonnements ionisants émis par des radio-isotopes de cobalt 60. Ces radio-isotopes sont entreposés dans des installations spéciales conçues, fabriquées et vendues par la Société radiochimique de l'Énergie atomique du Canada Ltée.

Les auteurs recommandent également que nous appliquions les mêmes réserves avant d'exporter cette technologie dans le tiers monde, comme le fait déjà l'ACDI. Cette dernière contredit gravement, par ses initiatives, les recommandations du rapport en question. L'Agence devrait interrompre immédiatement tous ses projets d'irradiation des aliments, notamment celui en cours en Thaïlande, et tous les autres qui sont à l'état d'ébauche.

L'ACDI devrait aussi rendre publiques dans le tiers monde les questions touchant les bénéficiaires de l'aide alimentaire, notamment les évaluations environnementales et toutes les autres études portant sur la santé et la sécurité des travailleurs. La population tiers-mondiste devrait avoir le droit de se prononcer sur toute décision ayant trait à l'utilisation de la technologie de l'irradiation.

Je trouve inopportun que nous appliquions une certaine norme au Canada, et une autre dans les pays défavorisés du tiers monde.

* * *

[Français]

RENDEZ-VOUS 87

HOMMAGE AUX ORGANISATEURS ET À LEURS COLLABORATEURS

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, le 5 février 1987, j'attirais l'attention de la Chambre sur

Article 21 du Règlement

un événement unique en son genre à se dérouler dans la ville de Québec, soit *Rendez-vous '87*.

Je suis particulièrement heureux de rendre hommage aujourd'hui au leadership de Me Marcel Aubut, président de *Rendez-vous '87*, qui vient de nous dévoiler le bilan financier, un bilan des plus positifs et exceptionnels.

Rendez-vous '87 annonce en effet un surplus minimum de 1.5 million de dollars que se partageront une vingtaine d'organismes sans but lucratif et les différents paliers de gouvernement. Le gouvernement fédéral s'était associé à cet événement en y investissant 2,4 millions de dollars. Il s'agit d'un exemple tangible d'une collaboration entre le secteur public et le secteur privé. Le gouvernement progressiste conservateur encourage les initiatives privées lorsqu'elles sont valables et «contributives» pour l'ensemble de leur milieu.

L'exposé financier de Marcel Aubut insiste sur les retombées actuelles et futures de *Rendez-vous '87*, une évaluation d'un groupe-conseil des plus crédibles, établit à 18.5 millions de dollars les retombées économiques pour l'ensemble du Québec. N'est-ce pas formidable, monsieur le Président?

C'est donc avec fierté que je salue les organisateurs de *Rendez-vous '87* et leurs collaborateurs qui ont su gagner la confiance des divers milieux socio-économiques sur les plans local et national et se mériter l'attention de milliers de spectateurs et spectatrices.

Bravo! Mission accomplie!

* * *

[Traduction]

LES PORTS

LES PORTS POUR PETITES EMBARICATIONS—L'ÉTAT DES GRUES SUR LES QUAIS DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, j'ai pris la parole à maintes reprises en cette enceinte pour demander au gouvernement de majorer les crédits affectés au programme des ports pour petites embarcations. Des ports et quais sûrs et bien entretenus sont tout à fait indispensables et la négligence du gouvernement menace la sécurité de nos pêcheurs et navigateurs de plaisance. Le gouvernement fait des économies de bout de chandelle qui ne sont pas judicieuses, car l'état de nos quais s'aggraverait et les réparations seront de plus en plus coûteuses.

De nombreux pêcheurs dans l'Île-du-Prince-Édouard s'inquiètent vivement de l'état des grues utilisées pour hisser leur bateau.

● (1410)

Il semblerait que certaines grues ont été remplacées par des treuils qui ne peuvent soulever que 3 000 livres.

Les pêcheurs croient que des fonds devraient être disponibles pour réparer les grues jugées dangereuses et lorsque ces dernières sont mises au rancart, les pêcheurs veulent qu'on en installe d'autres ayant une capacité appropriée.